En Espagne, la résurgence du roman impérial

par Thomas Mareite

La mémoire impériale en Espagne est aujourd'hui réhabilitée par les conservateurs et populistes, notamment dans le discours de la formation d'extrême droite Vox.

La fin de la guerre froide au tournant des années 1990 semblait sonner le glas des empires. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, c'est tout un siècle de désagrégation impériale qui paraissait trouver son aboutissement dans une nouvelle « Pax Americana ». Les empires ottoman et austro-hongrois avaient disparu dans les ruines de la Première Guerre mondiale ; les ambitions impériales allemandes, italiennes et japonaises avaient été brisées en 1945, avant que les grands empires coloniaux européens ne se décomposent au gré de leurs décolonisations respectives. Partout, les cartes avaient été redessinées au nom des nations et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et une conviction tenace s'imposait : celle d'une entrée dans un âge post-impérial. Sous l'hégémon étatsunien, garant d'un nouvel ordre mondial, beaucoup crurent voir se réaliser la promesse d'une « fin de l'histoire » où la démocratie libérale et l'État-nation triompheraient enfin d'empires anachroniques. L'avenir devait désormais s'écrire en lettres nationales, non impériales.

Ce sentiment longtemps ancré, celui que les empires appartenaient au passé, explique en partie la stupéfaction qu'a longtemps suscité la résurgence de logiques impériales à visée expansionniste[1], notamment sous leurs variantes étatsunienne,

[1] « Je vois surgir beaucoup d'anciens types d'impérialisme », une conversation avec Duncan Bell, *Le Grand Continent*, 2 novembre 2023.

russe et chinoise. Sous la pression d'un capitalisme de la finitude s'opère un spectaculaire retour en force de la notion de sphères d'influence impériale vues comme « naturelles » et d'un ordre mondial conçu comme jeu à somme nulle entre empires se faisant face pour l'appropriation d'espaces et de ressources naturelles, notamment énergétiques et minières[2].

Ces impérialismes contemporains sont souvent décrits comme violant sans fard le droit international, s'affranchissant de justifications idéologiques au profit d'un rapport de force assumé, à rebours d'empires qui inscrivaient leur domination dans un horizon de progrès ou de bienfait supposé pour les populations dominées, tel que le discours universaliste de la « mission civilisatrice ». S'il existe une part de vérité dans ce constat, ces impérialismes ne peuvent toutefois se passer entièrement de grands récits structurants. Le néo-impérialisme russe, tel qu'il se manifeste dans la guerre menée contre l'Ukraine, mêle ambition de reconstitution d'une sphère impériale et promotion d'une conception nativiste de la nation russe comme blanche et chrétienne. Ce récit s'appuie sur la promesse d'une renaissance ethnique et spirituelle face à des démocraties libérales présentées comme décadentes et trahissant les fondements supposés de la « civilisation occidentale ». Dans le même temps, le Kremlin s'érige en champion de l'anti-impérialisme en Afrique et en Asie. Réactivant une rhétorique de solidarité anticoloniale héritée de la guerre froide, sa dénonciation de l'impérialisme occidental, notamment français, mobilise le rejet des héritages néocoloniaux et constitue un important levier d'influence[3]. Aux portes de l'Union européenne, la Turquie d'Erdogan multiplie les références au passé ottoman, qu'elle mobilise comme un répertoire symbolique au service de sa quête de légitimité politique et de grandeur nationale[4].

Cette convocation d'imaginaires et récits impériaux n'est toutefois en rien l'apanage de régimes autoritaires extra-communautaires. Ces légendes dorées d'empire constituent en effet une ressource politique mobilisée de plus en plus intensément au sein de l'Union européenne, notamment par les droites populistes. Ainsi, certains conservateurs britanniques ont vu dans le Brexit (2016) une opportunité pour l'empire de « riposter » (*to strike back*)[5], tandis que l'extrême droite néerlandaise

---

[2] Arnaud Orain, *Le Monde Confisqué : Essai sur le capitalisme de la finitude (XVIe- XXIe siècle)*, Paris, Flammarion, 2025.

[3] *Le Grand Continent*, Un nouvel impérialisme masqué : Poutine et le retour de la rhétorique anticoloniale, 10 mars 2024.

[4] M. Hakan Yavuz, *Nostalgia for the Empire: The Politics of Neo-Ottomanism*, New York, Oxford University Press, 2020.

[5] *The Guardian*, UK more nostalgic for empire than any other ex-colonial powers, 11 mars 2020,

fait l'apologie de la « mentalité VOC » (du nom de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales), présentée comme le pilier d'une identité nationale et d'un âge d'or impérial (le XVIIe siècle) auxquels il faudrait revenir[6].

Le cas espagnol, au cœur de cet essai, témoigne lui aussi de l'usage politique de véritables « romans impériaux » longtemps discrédités et relégués à l'arrière-plan. En Espagne, une vision largement réhabilitatrice de l'histoire impériale, marginalisée après le retour à la démocratie dans le milieu des années 1970, refait progressivement surface. Cette relecture hagiographique de l'empire espagnol est notamment portée par des segments de l'extrême droite et certains milieux conservateurs et catholiques qui ravivent ces imaginaires impériaux dans le discours politique et médiatique contemporain. Cette convocation du passé impérial accompagne en particulier la récente progression électorale du parti d'extrême droite *Vox*[7].

Légende dorée contre « légende noire »

Un corpus d'ouvrages d'histoire grand public remet cet imaginaire historique révisionniste sur la place publique depuis plus d'une décennie, à rebours des avancées historiographiques réalisées dans le même temps sur l'histoire de l'empire espagnol. En 2016, la publication d'*Imperiofobia y Leyenda Negra* (que l'on pourrait traduire de façon assez peu élégante « Empirophobie et légende noire ») par María Elvira Roca Barea[8] — ouvrage *best-seller* mais largement critiqué pour son manque de rigueur scientifique et ses incohérences argumentatives[9] — a marqué l'irruption au grand jour de cette nostalgie à peine voilée de l'empire espagnol. L'ouvrage constitue une attaque frontale contre la supposée « légende noire », une expression popularisée par Julián Juderías en 1914 désignant une interprétation jugée défavorable de l'histoire impériale espagnole.

---

[6] Saskia Pieterse, « Progressive Nostalgia: Restoring and Selling the Dutch "Golden Age" », *Journal of Commonwealth and Postcolonial Studies*, vol. 7, n°2, 2019, p. 196-212.

[7] Jesús Casquete (dir.), *Vox frente a la historia*, Madrid, Ed. Akal, 2023.

[8] María Elvira Roca Barea, Imperiofobia y leyenda negra: Roma, Rusia, Estados Unidos y el Imperio español, Barcelona, Círculo de Lectores, 2016.

[9] Edgar Straehle, « Historia y leyenda de la Leyenda Negra: Reflexiones sobre Imperiofobia de Roca Barea », *Nuestra historia: Revista de Historia de la FIM* n°8, 2019, p. 113-137; José Manuel Barros García, « Heritage Ambivalences: The Aesthetics of Fictionalised Pasts in Roca Barea's *Imperiofobia* », *International Journal of Heritage Studies*, vol. 30, n°1, 2023, p. 15-27.

Cette « légende noire » — fruit d'acteurs et d'historiens protestants, donc antiespagnols, de la période moderne — condamnerait le colonialisme espagnol aux Amériques comme intrinsèquement violent, fanatique et intolérant. *Imperiofobia y Leyenda Negra* constitue l'une des premières manifestations d'une entreprise plus large de réhabilitation et de célébration d'une histoire impériale restée aux yeux de ses partisans injustement décriée, offrant un terrain fertile à l'expression d'un nationalisme espagnol résurgent. Une partie du champ médiatique espagnol offre une caisse de résonance à ce récit. La fréquence et la tonalité d'articles publiés dans des médias conservateurs et catholiques tels qu'*ABC* ou *El Debate* trahissent en effet des choix éditoriaux qui n'ont rien d'anodin. Ces derniers, en prétendant révéler des « vérités » occultées par la « légende noire », dessinent une offensive médiatique cohérente de réhabilitation de l'histoire impériale espagnole, à laquelle contribuent certains historiens de profession[10].

Qu'il se déploie dans des essais, des romans historiques ou de nombreux contenus YouTube « *fachatuber*[11] », ce récit mélioratif sur l'empire espagnol réactive nombre de mythes hérités de l'historiographie franquiste. Reprenant sous un discours néoconservateur les interprétations nationalistes des années 1940-1950, il témoigne d'une revendication renouvelée des valeurs et des accomplissements supposés de l'empire colonial espagnol. Celle-ci consiste notamment en la célébration de l'apogée supposée de la nation espagnole durant son « Siècle d'or » (XVI-XVIIe siècles), ainsi que du substrat culturel associé à l'« Hispanité » (*Hispanidad*), censé réunir l'Espagne et ses anciennes colonies autour d'un héritage linguistique et religieux commun.

Pris dans leur ensemble, ces discours s'emploient à réhabiliter un empire présenté comme fondamentalement bienveillant (souvent opposé à un modèle britannique jugé plus violent, renversant le stigmate de la supposée « légende noire »), porteur d'une mission civilisatrice, œcuménique et protectrice dans ses « provinces » (et non « colonies ») ultramarines. Selon des termes souvent contrastés dans ce récit, l'empire espagnol aurait été « *generador* » plutôt que « *depredador* » (autrement dit, il aurait créé, plutôt que pillé)[12].

---

[10] À titre d'exemples, loin d'être exhaustifs : *El Debate*, « El Imperio español dura cuatro siglos: es una historia de éxito y no de fracaso », 13 juin 2023 ; *ABC*, Contra la eterna polémica sobre el imperio español : fueron provincias de España, no colonias, 27 mars 2023.

[11] Mot-valise en espagnol à caractère péjoratif associant « facha », terme d'argot pour fasciste, et « youtuber ».

[12] Gustavo Alares López, Eduardo Acerete de la Corte, « La extrema derecha española y el neorevisionismo imperial. Nostalgia, conceptos y narrativas », *Historia Del Presente*, n°43, juin 2024, p. 99-117.

Cette légende dorée de l'empire espagnol se traduit ainsi par une mémoire victimaire qui se présente comme injustement réprimée par une lecture prétendument masochiste de l'histoire nationale. Celle-ci serait le produit d'un complexe d'infériorité culturelle et d'un impératif de repentance instillés par les supposés ennemis intérieurs et extérieurs de la « véritable » Espagne, comme l'articule María Elvira Roca Barea dans un autre ouvrage publié en 2019[13]. Sont ainsi réactivés les mythes d'un complot protestant contre l'Espagne, incarné au premier chef par la Grande-Bretagne, et de Lumières foncièrement hispanophobes. L'influence révolutionnaire et anticatholique française aurait, à travers la figure honnie de l'*afrancesado* (sympathisant espagnol des idéaux révolutionnaires français), présidé à l'apparition d'élites sous influences étrangères, coupées du « véritable » peuple espagnol.

Ce récit révisionniste attribue le déclin de l'empire espagnol (consommé en 1898 avec la perte de Cuba, de Porto Rico et des Philippines à l'issue de la guerre hispano-américaine) à une série d'erreurs individuelles ou de complots étrangers. C'est ainsi que le journal *El Debate* présenta le congrès d'Aix-la-Chapelle — organisé en 1818 par les puissances monarchiques européennes, où se discuta notamment le sort des colonies de l'Espagne engagées sur la voie de leurs indépendances nationales — comme le produit d'un dessein britannique de démantèlement de l'empire espagnol dans un but d'hégémonie sur les Amériques[14]. Dans ce récit mémoriel, les parallèles avec les combats politiques contemporains sont à peine voilés. En creux, cette lecture du passé dénonce souvent la supposée dérive européiste de l'Espagne et sa prétendue soumission à des élites étrangères depuis la transition démocratique du milieu des années 1970.

Le roman impérial comme ressource politique

L'adhésion, totale ou partielle, à ce roman impérial n'est pas l'apanage des milieux nationalistes et de l'extrême droite espagnole. Elle déborde largement ces cercles pour gagner une partie de la droite traditionnelle, du centre voire de la gauche socialiste. En octobre 2019, Pablo Casado, alors président du *Partido Popular* (PP), voyait ainsi dans la « légende noire » l'une des causes principales du séparatisme

[13] María Elvira Roca Barea, Fracasología: España y sus élites: de los afrancesados a nuestros días, Barcelona, Espasa, 2019.
[14] *El Debate*, Aquisgrán, el congreso en el que las grandes potencias de Europa discutieron el final del Imperio español, 23 octobre 2024.

catalan et plaidait pour un plan visant à la combattre. Quelques mois plus tôt, *Ciudadanos* appelait, dans son programme électoral, à « en finir avec la Légende noire », accusée d'avoir « dévalué injustement l'image de notre pays ». Au Parlement d'Andalousie, ces formations, auxquelles s'ajoute *Vox*, s'accordaient (en échange de la levée d'un veto de *Vox* sur le budget de la communauté autonome) sur un programme commémoratif baptisé « 1492 : un nuevo mundo », célébrant explicitement la conquête des Amériques comme « exploit scientifique et technique » (*Vox* présidant alors la « commission de mémoire historique » de la communauté autonome) [15]. Plus récemment, Isabel Díaz Ayuso, présidente de la Communauté de Madrid (PP), s'est aussi faite l'avocate d'une lecture réhabilitatrice de l'empire colonial espagnol. Lors d'une visite controversée au Mexique en mai 2026, elle a notamment rendu hommage à Hernán Cortés, avec le soutien de plusieurs représentants de la droite mexicaine. La polémique suscitée par cette initiative l'a conduite à écourter sa tournée et à rentrer en Espagne avant la date prévue[16].

Il n'en demeure pas moins que la cristallisation de ce roman impérial entretient un lien historique étroit avec la poussée électorale de *Vox*, parti fondé en 2013 qui s'est ancré comme la troisième formation politique la plus représentée au Parlement espagnol[17]. La lutte contre la « légende noire » constitue de longue date l'une des obsessions du fondateur de *Vox*, Santiago Abascal. En 2008, ce dernier cosignait ainsi avec Gustavo Bueno Sánchez (fils du philosophe Gustavo Bueno Martínez) *En defensa de España*, un ouvrage appelant à exalter le patriotisme et à défendre l'unité nationale espagnole face à la menace des séparatismes.

Cet objectif était déjà au cœur de la fondation DENAES (*Defensa de la Nación Española*), souvent considérée comme le laboratoire idéologique ayant présidé à la naissance de *Vox*[18]. Au sein de cette formation politique, la critique de la « légende noire » de l'empire espagnol sert de porte d'entrée à des positions explicitement révisionnistes, présentées sous les atours d'une réhabilitation mémorielle. En témoigne la proposition de loi déposée par *Vox* au Congrès des députés en 2021 visant à la « réhabilitation de l'honneur et de la mémoire des combattants royalistes lors des

[15] Edgar Straehle, « El resurgir actual de la Leyenda Negra: entre la historia, la memoria y la política », *Pasajes : Revista de pensamiento contemporáneo* n°60, 2020, p. 43-66.

[16] *El País*, 5 mai 2026, « El homenaje de Isabel Díaz Ayuso a Hernán Cortés sacude la política de Ciudad de Mexico ».

[17] Après la percée électorale de *Vox* lors des élections générales de novembre 2019, au cours desquelles le parti avait recueilli 15,08 % des suffrages et obtenu 52 sièges au Congrès des députés ainsi que deux au Sénat, les élections générales de 2023 ont toutefois marqué un léger recul, avec 12,38 % des voix et 33 sièges de député.

[18] *Mediapart*, Gustavo Bueno, théoricien de l'empire espagnol et inspirateur de Vox, 27 mai 2024.

guerres d'indépendance hispano-américaines »[19]. En 2025, le sénateur Fernando Carbonell Tatay présentait cette même initiative comme un acte de justice mémorielle et de reconnaissance historique, un moyen de lutter contre « l'oubli » et le « mépris » dont aurait souffert une partie de l'histoire espagnole[20].

Une bataille mémorielle (trans)nationale

Ces dernières années, la commémoration des bicentenaires des indépendances en Amérique latine a certes permis l'expression sur les deux rives de l'Atlantique d'une critique du colonialisme espagnol et de ses héritages, à l'image des demandes d'excuses officielles formulées par l'ex-président mexicain Andrés Manuel López Obrador. Mais elle a également ravivé une mémoire partisane du passé impérial espagnol (dont les vestiges trônent encore largement dans l'espace public), entretenues par celles et ceux qui le glorifient chaque année, le 12 octobre, à l'occasion de la fête nationale espagnole commémorant le débarquement de Christophe Colomb en Amérique[21].

C'est ainsi qu'en réaction à la reconnaissance en mars 2026 par le roi Felipe VI de « beaucoup d'abus » (*muchos abusos*) commis par l'Espagne lors la conquête des Amériques, la porte-parole de *Vox* au Congrès des députés, Pepa Millán, la qualifia au contraire de « plus grande œuvre évangélisatrice et civilisatrice de l'histoire universelle »[22]. Cette déclaration s'inscrit dans la continuité d'une proposition de loi déposée à l'occasion du cinquième centenaire de la conquête du Mexique par l'Espagne (1521), visant à rendre hommage à Hernán Cortés, présenté comme le représentant d'une Couronne qui aurait « sorti les peuples précolombiens de l'anthropophagie, de l'esclavage, des sacrifices humains et de la préhistoire technologique »[23].

Faire ainsi ouvertement l'apologie de l'empire espagnol ne semble plus tabou et, à travers cette bataille particulière, *Vox* assume ainsi de livrer une lutte pour

[19] Celeste Muñoz Martínez, « Memorias anticoloniales y nostalgia imperial. Aproximaciones a los debates sobre 'justicia histórica' en España », *Pasado y Memoria* n°29, 2024, p. 424-453.
[20] Congreso de los diputados, 2025.
[21] José María Portillo, « Vox y los naturales de América : el canon en estado puro » dans Jesús Casquete, *Vox frente a la historia*, Madrid, Ed. Akal, 2023, p. 45-53.
[22] *El País*, Feijóo, tras las declaraciones del Rey sobre la Conquista de América, 17 mars 2026.
[23] *El Salto*, Imperio, memoria y ofensiva reaccionaria, 26 mars 2026.

l'hégémonie culturelle. Face aux menaces présumées du séparatisme (catalan, basque etc.) et du « globalisme » incarné par l'Union européenne, cette formation propose de faire renaître une « Grande Espagne » revendiquant les accomplissements de son passé impérial et appelée à prendre la tête d'une communauté transatlantique hispanique : une forme de Commonwealth culturel à l'espagnole, fondé sur un héritage civilisationnel partagé. Depuis plusieurs années, ce discours trouve également un certain écho auprès de plusieurs figures de l'extrême droite latino-américaine, de Javier Milei en Argentine à José Antonio Kast au Chili, ainsi que chez des intellectuels – ou présentés comme tels – tels que l'argentin Marcelo Gullo et le mexicain Juan Miguel Zunzunegui, qui se font les porte-voix d'un panhispanisme réactionnaire.

C'est notamment par l'intermédiaire de son think tank, la Fondation Disenso, organisatrice depuis 2020 du Forum de Madrid (*Foro Madrid*), que *Vox* s'emploie à construire une internationale réactionnaire dont l'« Hispanité » constituerait le socle culturel (cette entreprise n'est toutefois pas propre à *Vox*, comme l'illustre la visite d'Isabel Díaz Ayuso au Mexique, évoquée précédemment)[24]. Outre ses ramifications internationales, c'est la puissance renationalisatrice de ce roman impérial que cherche à mobiliser *Vox* dans une logique électorale. Ce roman impérial présente l'avantage de déplacer le débat mémoriel vers un passé impérial jugé plus consensuel par ses promoteurs, loin des clivages toujours vifs liés à la guerre civile et à la dictature franquiste (1936–1975), dont témoigne l'opposition constante de *Vox* aux lois dites de « mémoire historique » (2007) et de « mémoire démocratique » (2022).

Conclusion

Dans un contexte de crise sociale, notamment liée à la question du logement, la convocation par le président du gouvernement Pedro Sánchez, le 5 octobre 2026, d'élections législatives anticipées pour le 29 novembre confère une actualité particulière à ce roman impérial espagnol, récit structurant d'une certaine conception de l'identité nationale, susceptible de revenir avec force dans le débat politique. L'enjeu est d'autant plus important que, pour la première fois depuis le retour à la démocratie dans les années 1970, ce récit pourrait être explicitement porté par les plus

[24] Darío Varela Fernández, « Foro Madrid y sus encuentros regionales : el arma de Vox para crear una sólida entente internacional reaccionaria », *Amnis - Revue de civilisation contemporaine, Europe/Amériques* n°25, 2025.

hautes sphères du pouvoir exécutif, si le Parti populaire (PP), en cas de victoire sans majorité absolue, choisissait de s'allier à *Vox* pour gouverner à l'échelle nationale — dans le prolongement de coalitions déjà formées dans diverses communautés autonomes en l'absence d'un véritable « cordon sanitaire » autour de l'extrême droite.

Publié dans laviedesidees.fr, le 27 novembre 2026.